Campagne pour la libération des enfants palestiniens prisonniers d'Israël

356 enfants palestiniens sont emprisonnés par Israël mars 2018

Coordination des associations palestiniennes de Paris

Prisonnier-ère-s en Chiffres - mars 2018

March 2018

Nombre total de Prisonniers politiques

6050

Détenus administratifs

427

(3 PLC members)

Enfants emprisonnés

356

Femmes emprisonnées

62

Prisonniers originaires des Territoires de 48

70

Prisonniers originaires de Jérusalem Est

443

Prisonniers originaires de Gaza

316

Membres du Conseil Législatif Palestinien

7

ADDAMEER الضمير

Prisoner Support and Human Rights Association

مؤسسة الضمير لرعاية الأسير وحقوق الإنسان

Les sentences

Prisonniers avant Oslo

30

Prisonniers condamnés à des peines de plus de 20 ans

485

Prisonniers condamnés à perpétuité

530

Prisonniers détenus depuis plus de 20 ans

43

Prisonniers détenus depuis plus de 25 ans

21

Détention illégale en violation de la 4e convention de Genève

* Les **6050 prisonniers politiques** sont actuellement **emprisonnés en Israël** et non en Territoires Occupés…

* La politique mise en œuvre depuis des décennies par Israël, qui consiste à **incarcérer des Palestiniens de Cisjordanie occupée et de Gaza dans des prisons situées en Israël** et à les priver des visites régulières de leur famille, constitue une violation flagrante de la **Quatrième Convention de Genève**...

* Cette **pratique illégale et cruelle** est dévastatrice pour le prisonnier et ses proches qui sont souvent privés de la possibilité de le voir pendant des mois, voire des années…

La Journée du prisonnier palestinien ?

* **Le 17 avril 1974**, le premier prisonnier politique palestinien a été libéré lors d'un accord d'échange…

* **Le 17 avril de chaque année, les Palestiniens célèbrent la Journée des prisonniers palestiniens**, dans toute la Palestine et partout dans le monde. Ils manifestent ainsi leur solidarité avec les prisonniers enfermés dans les geôles israéliennes…

* Depuis, cette date est devenue la Journée internationale des prisonniers politiques incarcérés partout dans le monde.

Grève de la faim du 17 avril 2017

* **Le 17 avril 2017, 1800 prisonniers palestiniens** mènent pendant 40 jours une grève de la faim pour la dignité et la liberté à l'occasion de la Journée des prisonniers…

* **Ce mouvement de grève a été décidé pour exiger :**

- ✓ **La fin de la détention administrative**, pratique consistant à emprisonner sans jugement des Palestiniens pour des périodes indéterminées,
- ✓ **L'abolition de l'isolement carcéral** pour « raisons de sécurité »,
- ✓ **Le droit des visites** familiales,
- ✓ **La fin des tortures**, des **brimades** et autres **conditions humiliantes de détention**,
- ✓ **La libération des détenus atteints de maladies** incurables,
- ✓ **La fin de la collaboration sécuritaire** de l'Autorité palestinienne avec Israël, maintenue pendant la grève…

Pourquoi les prisonniers palestiniens recourent-ils à la grève de la Faim?

Les prisonniers et détenus palestiniens ont recours à **des grèves de la faim dès 1968** en tant que moyen de **protestation pacifique** légitime contre les **politiques de détention israéliennes** et les **conditions de détention cruelles**, notamment :

* l'isolement cellulaire et le refus des visites familiales,
* les traitements médicaux inadéquats et la torture,
* ainsi que d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants,
* les détenus se voient **refuser l'accès aux avocats**, et ils sont souvent soumis à des cycles d'interrogatoires qui peuvent aller jusqu'à deux mois.

Depuis les années 1990, les prisonniers palestiniens ont eu recours à des grèves de la faim comme moyen de protester contre l'usage arbitraire par Israël de

la détention administrative…

La détention administrative

* Cette disposition permet aux autorités israéliennes de retenir quiconque pour six mois renouvelables indéfiniment, en s'appuyant sur des informations secrètes, sans inculpation ni procès et sans informer le détenu des charges qui pèsent contre lui.

Arrêté le 23 août 2017, le franco-palestinien, ***Salah Hamouri***, devait être libéré le 28 février dernier, mais le ministre de la défense israélien a décidé de le maintenir en détention administrative pendant quatre mois renouvelables. sans inculpation ni réel procès.

La députée palestinienne ***Khalida Jarrar***, figure emblématique de la résistance palestinienne au sein du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) est détenue administrativement depuis juillet 2017.

« Libérez les 356 enfants prisonniers »

Des mineurs palestiniens détenus par Israël en violation des droits de l'enfant

* **Depuis 2000, au moins 12 000 enfants palestiniens** ont été arrêtés, au moins **8000** ont été détenus interrogés et inculpés par la justice militaire israélienne,

* **soit 500 à 700 par an**, la plupart pour jets de pierres.

* **60% des enfants détenus** sont transférés des territoires occupés vers les prisons israéliennes, **en violation de la Quatrième Convention de Genève**

* Israël est le **seul pays au monde à poursuivre les enfants** devant les **tribunaux militaires** qui manquent de garanties élémentaires et fondamentales en matière de procès équitable…

Ahed Tamimi
« Il n'y a pas de justice sous occupation. »

Arrêtée en décembre 2017, alors âgée de 16 ans, elle est condamnée à 8 mois de prison, ainsi que sa mère Nariman Tamimi.

Selon la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989

Article 37:

* « Nul enfant **ne soit soumis à la torture** ni à des **peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants** »,

* « Nul enfant **ne soit privé de liberté** de façon illégale ou arbitraire »,

* « Tout **enfant privé de liberté soit traité avec humanité** et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine »,

* « **En vertu du droit humanitaire international de protéger la population civile en cas de conflit armé** : les Etats parties doivent prendre toutes les mesures possibles dans la pratique pour que **les enfants** qui sont touchés par un conflit armé **bénéficient d'une protection et de soins** ».

Addameer الضمير

Association de soutien et de défense des prisonniers palestiniens

- ✓ Suite à une modification des lois israéliennes, il est devenu possible **d'envoyer les mineurs palestiniens de moins de 14 ans directement en prison**, au lieu de passer par un juge.

- ✓ Beaucoup d'enfants palestiniens ont été **condamnés à de longues peines de prison**, certains même à plus de 10 ans d'emprisonnement.

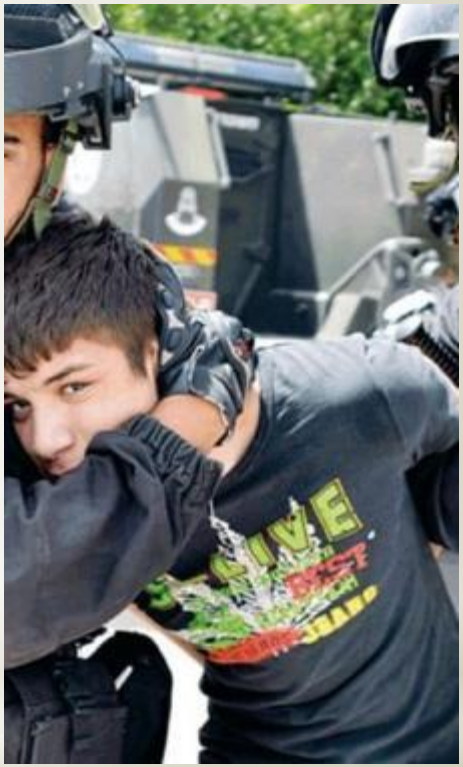
- ✓ Selon Addameer, **le plus jeune prisonnier palestinien** est, à l'heure actuelle, **un garçon de 12** ans qui a été accusé de lancer des pierres.

- ✓ Les forces israéliennes **maltraitent régulièrement les enfants** palestiniens, les **privant de nourriture**, les soumettant à des **coups** et les **empêchant d'avoir accès à un avocat.**

Nathalie Shoukha, une adolescente de 15 ans, a été blessée par un coup de feu tiré par un soldat israélien, et elle a été détenue pendant un an - Photo : Shatha Hammad/Al Jazeera

Les recherches conduites par *Addameer* rapportent que :

- ✓ **Les enfants subissent des violences, le mauvais traitement et la torture** lors des arrestations et pendant la détention administrative arbitraire.
- ✓ Ces enfants développent des **troubles post-traumatiques**, tels que la désorientation, la perte de confiance et d'estime de soi.
- ✓ Ce phénomène touche notamment les enfants ayant subi des **sévices lors des interrogatoires**.
- ✓ Dans la majorité des cas, les enfants ex-détenus **refusent de reprendre le chemin de l'école**, et leur « capital social », selon *Addameer*, est totalement diminué.
- ✓ L'enfant a le sentiment **d'être abandonné**.
- ✓ En fin de compte, cette régression sociale **entrave intrinsèquement l'autonomisation** et l'autodétermination - facteurs cruciaux pour le bon développement des enfants en pleine croissance.



Témoignage de Nader Abu-Amsheh, éducateur de Jérusalem-Est

Programme du YMCA pour la réhabilitation des enfants ayant été détenus

« L'arrestation qui a lieu souvent au petit matin, dans sa maison, est l'expérience la plus effrayante qu'un enfant puisse subir, jusqu'à présent. Parce qu'ils les réveillent pendant leur sommeil, les arrachent violemment de leur lit, les menottent, les conduisent les yeux bandés devant leurs parents ... qui sont censés représenter les figures protectrices. »

Murad Amro, Psychologue
Centre de Conseil Palestinien

- La condamnation des enfants palestiniens à la peine de l'assignation à résidence **“emprisonnement à domicile”**, affecte les relations de l'enfant, y compris celles avec leurs parents. Il en résulte une anxiété, des sentiments d'impuissance, ainsi que des symptômes psychosomatiques de douleurs corporelles.

- Amro explique que «*l'expérience a une incidence sur leur capacité à maintenir l'autorégulation et la maîtrise de soi, essentielle pour les processus psychologiques et sociaux. Elle provoque des changements dans la dynamique des relations familiales et affecte l'auto-concept et l'estime de soi*» .

Radi Darwish, Avocat et Observateur de la détention d'enfants à Jérusalem

« Dans pratiquement tous les cas, les enfants souffrent de troubles psychologiques même lorsqu'ils reviennent à l'école. Ils ont des problèmes de concentration, parce que leur éducation a été interrompue pendant une période importante... En fin de compte, ils perdent des années ou ne retournent pas à l'école... »

Defense Children International - Palestine

Le directeur du Programme de Responsabilisation de DCI – Palestine, Ayed Abu Eqtaish, a déclaré :

« Au cours des 10 dernières années, le mauvais traitement des enfants palestiniens dans le système de détention militaire israélien a été généralisé et est devenu systématique. »

« Les enfants sont victimes de mauvais traitements et de tortures persistantes et institutionnalisées et du déni systématique de leurs droits à une procédure officielle… »

Libérez les 356 enfants prisonniers d'Israël

Liberté pour Ahed Tamimi et tous les enfants prisonniers